

# Chine : les paradoxes de la puissance

## Entre fragilités internes et affirmation de force



La « période d'opportunités stratégiques » que les experts chinois voyaient s'ouvrir au début des années 2000 s'est désormais refermée. La Chine fait face à plus de défis que d'opportunités, sur les plans intérieur comme extérieur. Pourtant Pékin affiche une assurance de plus en plus visible sur la scène internationale.

**E**n 2020, la Chine se trouve dans une situation paradoxale : alors que la pandémie du COVID-19 lui a infligé de sérieux revers en interne et a suscité à son égard une défiance internationale exacerbée, elle a continué à s'affirmer comme puissance, privilégiant le rapport de force plutôt que la coopération.

### Le choc du COVID-19 sur l'économie chinoise

L'épidémie du COVID-19, apparue dans la ville de Wuhan fin décembre, a provoqué en Chine trois crises, successives et entremêlées. À la crise sanitaire s'est ajoutée une crise sociale dans les premières semaines de l'épidémie. La mort, le 7 février 2020, du médecin lanceur d'alerte Li Wenliang, arrêté début janvier et contraint de reconnaître avoir diffusé de fausses rumeurs, a provoqué une vague de protestation sur les réseaux sociaux chinois. Avocats, journalistes, écrivains ou blogueurs ayant tenté d'enquêter sur la gestion de l'épidémie à Wuhan ont eux-mêmes été muselés. Le renforcement de la censure et du contrôle social a cependant permis de juguler la contestation.

Puis est venue la crise économique, plus redoutable et durable que la crise sanitaire, et provoquée par les mesures de confinement appliquées à partir de fin janvier, qui ont mis à l'arrêt l'ensemble de l'économie chinoise. Les chiffres officiels du chômage urbain ont atteint 6,2 % et 5,9 % en février et mars, soit environ 1 % de plus qu'en 2019, sans compter les dizaines de millions de travailleurs migrants qui ont perdu leur emploi. En parallèle, près de 9 millions de jeunes diplômés sont arrivés sur le marché du travail en 2020.

Les autorités chinoises espéraient qu'à la levée du confinement début avril, production et consommation repartiraient à la hausse, permettant une reprise économique rapide. Non seulement la consommation est restée atone, mais la demande mondiale s'est effondrée, du fait des règles de confinement imposées dans le reste du monde.

Ces réactions en chaîne ont précipité la Chine dans sa plus grave crise économique depuis l'ouverture du pays par Deng Xiaoping à la fin des années 1970. En outre,

ayant brutalement pris conscience de leur dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement chinoises, nombre d'entreprises étrangères envisagent de relocaliser leurs capacités de production hors de Chine, ce qui aggraverait encore cette crise économique. Les gouvernements japonais et américain ont d'ores et déjà pris des dispositions encourageant leurs entreprises à retirer leurs productions de Chine. L'Europe pourrait suivre. Les conséquences économiques et sociales (chômage, déclassement, accentuation des inégalités) de la crise sont autant de pressions supplémentaires sur le Parti communiste et son actuelle équipe dirigeante.

## Une diplomatie offensive et décomplexée

En dépit de la crise, les autorités n'ont cessé de marteler un discours triomphant quant à la gestion de l'épidémie. Sur la scène internationale, la pandémie a revêtu une dimension idéologique, la Chine cherchant à démontrer la supériorité de son modèle sur celui des systèmes démocratiques occidentaux. La construction de deux hôpitaux en dix jours, le confinement total des 60 millions d'habitants de la province du Hubei, puis l'envoi de masques et d'équipements médicaux à de nombreux pays, ont été largement médiatisés pour illustrer cette supériorité et présenter la Chine comme une puissance responsable et solidaire.

Les bénéfices de cette politique n'ont toutefois pas duré, une attitude alternative et moins coopérative ayant rapidement pris le dessus : la diplomatie dite du « loup guerrier ». L'expression, tirée d'un film d'action chinois à succès, s'applique à des diplomates déployant une grande énergie pour promouvoir et défendre publiquement le récit chinois dans le monde, particulièrement sur les réseaux sociaux occidentaux – les mêmes qui sont censurés sur le territoire chinois.

Porte-parole du ministère des Affaires étrangères et figure de proue des « loups guerriers », Zhao Lijian a, par exemple, régulièrement accusé les Américains d'avoir fabriqué le virus dans un laboratoire militaire et de l'avoir introduit en Chine. Ce type d'accusation a été relayé par nombre d'ambassades chinoises à travers le monde, et l'activisme de la mission diplomatique chinoise en France a été particulièrement remarqué.

Cette nouvelle approche diplomatique résulte à la fois d'initiatives individuelles et de directives venues du plus haut niveau. Xi Jinping fait souvent référence dans ses discours à l'« esprit combattant ». En septembre 2019, il lui a consacré un discours à l'École centrale du Parti. Il y engageait les cadres dirigeants à « avoir le courage d'affronter les difficultés, d'assumer à la fois le rôle de commandant et celui de combattant, de cultiver et de maintenir un esprit combatif inébranlable, une volonté de lutte inflexible, et des facultés de combat supérieures<sup>1</sup> ».

Ces directives martiales, que beaucoup de diplomates appliquaient déjà de manière plus ou moins marquée avant le COVID-19, ont été plus fortement mises en œuvre lors de la pandémie. Toutefois, cette stratégie ne fait pas l'unanimité en Chine. Les médias d'État la défendent, mais nombre d'universitaires et de cadres l'estiment contre-productive, et source de ressentiment à l'égard de la Chine.

1. « Discours de Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture de la classe de formation des cadres d'âge moyen de l'École centrale du Parti (École nationale d'administration) », Agence de presse officielle Xinhua, 3 septembre 2019.

## Des conséquences déléteres en termes d'image

La Chine, déjà largement contestée, a vu son image se dégrader significativement. Dans le monde chinois d'abord, le sentiment anti-Parti communiste n'a cessé de croître. À Hong Kong, la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin a enflammé une situation déjà extrêmement volatile.

Cette loi signifie que s'applique désormais à Hong Kong la conception élargie de la sécurité nationale développée par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir. Conforme à la logique léniniste, elle repose avant tout sur la sécurité du pouvoir politique – le Parti communiste –, plutôt que sur celle des citoyens. C'est sur la base de cette conception que Xi Jinping a créé en 2014 la Commission centrale de sécurité nationale qu'il préside, et que la loi de la République populaire de Chine sur la sécurité nationale a été votée en 2015.

La loi, votée à Pékin sans consultation des législateurs hongkongais, a établi deux institutions en charge de la sécurité nationale, supervisées par le gouvernement central. La nouvelle Agence de sécurité nationale, par exemple, est exclusivement dotée de personnels issus des services de sécurité du continent, qui bénéficient de l'immunité et ne peuvent faire l'objet d'aucun contrôle ni poursuite. La loi rend *de facto* caduc le « haut degré d'autonomie » et l'équilibre des pouvoirs à Hong Kong.

Pour le reste du monde, cette loi révèle l'aversion du Parti pour toute contradiction démocratique, y compris à Hong Kong, normalement protégée par la déclaration sino-britannique jusqu'en 2047. Pékin révèle ici sa propension à passer outre au droit : le droit interne hongkongais d'une part, en niant la compétence législative de la cité ; le droit international d'autre part, en bafouant la déclaration sino-britannique de 1984 enregistrée à l'Organisation des Nations unies.

À Taïwan, l'année 2020 s'est ouverte sur de profondes contrariétés pour Pékin. En janvier, la présidente démocrate Tsai Ing-wen a été réélue avec un nombre de voix record. Puis Taïwan s'est fait remarquer sur la scène internationale en déployant une gestion exemplaire de la crise du coronavirus : 449 cas confirmés et 7 morts, sans confinement ni interruption de l'économie, grâce à des mesures prises dès le 1<sup>er</sup> janvier, bien avant que la Chine populaire n'agisse, 22 jours plus tard.

Cette performance a conduit une large partie de la communauté internationale à appeler à la réintégration de Taïwan dans l'Organisation mondiale de la santé. L'initiative a échoué, mais l'île a bénéficié pendant la pandémie d'un rayonnement favorable et d'un large soutien international. En représailles, Pékin a intensifié la pression militaire. Bâtiments de la marine chinoise et avions de chasse ont multiplié leurs exercices et patrouilles dans le détroit. En avril, le porte-avions chinois *Liaoning*, accompagné de cinq bâtiments de surface, croisait à l'est de Taïwan.

## La Chine, puissance affirmée, solitaire et fragilisée

Avec le reste du monde, l'approche diplomatique agressive de la Chine durant la crise du COVID-19 a aussi considérablement aggravé la méfiance à son égard.

La rivalité sino-américaine a atteint de nouveaux sommets. À la guerre commerciale sur fond de compétition technologique, s'est ajouté un affrontement politique sur l'origine, la responsabilité et la gestion de l'épidémie. S'il est précipité de parler de

« guerre froide », l'expression de « paix belliqueuse » de Raymond Aron s'applique nettement<sup>2</sup>. Le découplage des deux économies est engagé de part et d'autre, et les deux puissances s'affrontent « pacifiquement » sur tous les terrains. Toute crise de l'une est utilisée par l'autre pour faire pression : mouvement pro-démocrate à Hong Kong, répression des Ouïghours au Xinjiang, révoltes antiracistes aux États-Unis... Cet état de fait n'est pas seulement imputable à la personnalité de Donald Trump, car à Washington le consensus contre la Chine est très largement bipartisan.

L'Union européenne (UE) a opéré dès 2019 une réorientation de sa politique à l'égard de la Chine, en qualifiant cette dernière de « partenaire, compétiteur et rival systémique ». Le Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, Josep Borrell, œuvre activement pour réunir un consensus en Europe en faveur d'une approche pragmatique, ferme et unifiée à l'égard de Pékin. Le défi est grand, mais l'attitude agressive de la Chine pendant la crise du COVID-19 et la dégradation des relations bilatérales entre certains États membres et Pékin favorisent ce consensus. Pékin a également subi un important revers diplomatique en Afrique, après la multiplication, en avril 2020, d'actes racistes dans la ville de Canton. Enfin, la Chine et l'Inde ont connu une nouvelle montée des tensions sur leur frontière commune à partir de mai, avec un affrontement meurtrier entre militaires le 15 juin.

En résumé : Pékin resserre son emprise sur Hong Kong, renforce la majorité démocrate à Taïwan, s'aliène progressivement Européens et Australiens, se crispe avec l'Inde, et s'oppose de plus en plus frontalement aux États-Unis. La Russie, pour sa part, maintient avec la Chine des relations cordiales et intéressées.

La Chine de Xi Jinping, dépourvue d'alliés mais sûre de ses capacités, semble s'estimer prête à relever tous les défis. Le Parti mise, sans doute de manière excessive, sur un affaiblissement durable des États-Unis, gravement touchés par le COVID-19, pour affirmer sa puissance. Par son assurance décomplexée, le Parti cherche à galvaniser le nationalisme en interne, et à masquer ses propres faiblesses aux yeux de la communauté internationale. Reste à observer s'il pourra remporter ce pari risqué.

M. J.

#### Pour en savoir plus

- P. Allard, « La Chine, championne technologique ou géant empêtré ? », *Politique étrangère*, vol. 85, n° 1, Ifri, mars 2020.
- P. Haski, « Chine-USA, la bataille de l'OMS », Arte, juin 2020.
- M. Julienne, « Economy and Diplomacy: China's Two Challenges in the Post-COVID-19 World », *Lettre du Centre Asie*, n° 82, Ifri, 19 mai 2019.

2. R. Aron, *Le Spectateur engagé. Entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton*, Paris, Éditions de Fallois, 2004.